Perspectives chinoises

97 | septembre-décembre 2006
Varia

ONG chinoises, société civile transnationale et pratiques démocratiques

Jie Chen

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/1074
ISSN : 1996-4609

Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 1 septembre 2006
ISSN : 1021-9013

Référence électronique
Jie Chen, « ONG chinoises, société civile transnationale et pratiques démocratiques », *Perspectives chinoises* [En ligne], 97 | septembre-décembre 2006, mis en ligne le 01 décembre 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/1074

© Tous droits réservés

perspectives chinoises

ONG chinoises, société civile transnationale et pratiques démocratiques

CHEN JIE

Cet article examine les relations entre les organisations non gouvernementales et la société transnationale en Chine ainsi que leurs effets quant à l'adoption de pratiques démocratiques. Pour ce faire, il prend pour objet des structures dont le but n'est pas directement politique, en exploitant des résultats d'entretiens avec leurs responsables.

Cet article s'intéresse aux tout premiers effets démocratiques du développement des relations entre la communauté des organisations non gouvernementales (ONG ou *minjian zuzhi* 民間組織) en Chine et la société civile transnationale (SCT). Dans un premier temps, nous présenterons la SCT et la gouvernance mondiale, élaborant ainsi un cadre général pour notre analyse de la situation en Chine. La deuxième section dressera un rapide portrait de la société civile chinoise en gestation, et les deux dernières parties exploreront la transnationalisation croissante des ONG en Chine ainsi que l'impact modéré de ce phénomène sur la démocratisation du pays. Il est important de préciser que, du fait de la complexité du récent phénomène de transnationalisation des ONG chinoises, certains arguments présentés demeurent très hypothétiques. De nouvelles recherches statistiques et empiriques seront nécessaires pour approfondir quelques-unes des analyses exposées ici.

En offrant une perspective novatrice, ce travail espère tout d'abord contribuer au débat sur le pluralisme sociopolitique et la démocratisation en Chine. Il vise aussi à combler certaines lacunes importantes des travaux existants tant sur la Chine que sur la SCT. Les dimensions transnationales de la société civile ont été négligées dans les recherches sur la société et la politique chinoises. Les études portant sur les relations internationales sont le plus souvent centrées sur les Etats ou sur l'économie et n'accordent que peu d'importance aux relations solidaires qui lient la société civile au milieu des ONG transnationales. Contrairement à certains pays d'Amérique du Sud ou à l'Inde, dont les campagnes sociales et environnementales de terrain ont souvent fait l'objet de nombreuses études de cas, la Chine est depuis longtemps absente des travaux sur la SCT.

La société civile transnationale et la gouvernance mondiale

La Chine est aujourd'hui confrontée à un monde où la SCT, les multinationales, les Etats et les organisations intergouvernementales (OIG) sont de plus en plus interconnectés dans un cadre émergent et peu structuré de gouvernance mondiale. Le monde de l'après-guerre fut caractérisé par la prolifération massive d'ONG et par une « révolution mondiale des associations », c'est-à-dire l'essor d'activités bénévoles organisées et la création d'organisations privées non gouvernementales à but non lucratif. Une pléthore d'associations, fondations et autres institutions de ce genre ont été créées dans de nombreux pays pour fournir des services humanitaires, promouvoir le développement économique à la base, enrayer la dégradation de l'environnement, et défendre les droits civils et l'égalité des sexes [1].

Reflet d'un phénomène majeur dans la politique internationale de l'après-guerre, la société civile transnationale fait référence à l'émergence et au développement rapide de coopérations et de réseaux internationaux entre les ONG, fondations privées et centres de recherches de divers pays. En termes d'échange d'idées, de financements, de lobbying et de campagnes d'action, cette coopération transnationale a pour objectif de défier le *statu quo* et de proposer des services dans des domaines divers : droits de l'homme, travail, condition des femmes, environnement, affaires autochtones, aide humanitaire, réduction de la pauvreté, mondialisation

1. Lester M. Salamon, « The Rise of the Nonprofit Sector », *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 4, 1994, p. 109.

des entreprises, paix et sécurité ou encore prévention des épidémies. Les principaux acteurs de ce mouvement de « mondialisation par le bas » sont les ONG du type de celles qui sont par définition transnationales, c'est-à-dire qui possèdent des filiales dans plusieurs pays. On compte parmi ces organisations internationales non gouvernementales (OING) Oxfam, Save the Children International, World Vision, Amnesty International, Transparency International, Greenpeace International, World Wildlife Fund, etc. On estime qu'il existe aujourd'hui 12 260 OING et 5 807 ONG orientées vers l'international [2]. Le développement rapide des réseaux internationaux et des accords de coopération parmi les ONG à but non lucratif à travers le monde peut s'expliquer par l'existence de préoccupations communes à propos de certaines questions sociales, culturelles, environnementales, politiques et sécuritaires. Sous la pression de la mondialisation, la société humaine est, dans son ensemble, confrontée à des défis communs qui appellent des réponses transnationales. Par ailleurs, les capacités qu'ont les gouvernements à traiter ces problèmes sont de plus en plus restreintes. En même temps, certains événements comme la disparition des barrières idéologiques de la Guerre froide et les progrès technologiques dans les domaines des communications et des transports sont autant de facteurs qui favorisent les actions transnationales.

Les réseaux d'ONG et leurs principaux membres jouent un rôle de plus en plus déterminant dans la politique internationale. Le terme de gouvernance mondiale fait référence aux efforts collectifs déployés par les Etats, les OIG et les acteurs non gouvernementaux au niveau international pour affronter les défis et répondre aux questions qui préoccupent la communauté internationale dans son ensemble. Bien que fragmentés, ces efforts collectifs sont devenus plus institutionnalisés et s'appuient de plus en plus sur le droit international, même si leur degré de cohésion varie en fonction des questions traitées. De manière à la fois formelle et informelle, les activistes de la société civile jouent un rôle actif dans un certain nombre d'OIG de premier plan, notamment les Nations unies et ses agences spécialisées, et de nombreux organes de traités internationaux se spécialisent sur des questions spécifiques. Il est devenu courant que les grandes conférences internationales organisées par les OIG ou les organes gérant les traités convoquent parallèlement des forums d'ONG, afin que des acteurs non gouvernementaux puissent participer aux débats de politique internationale. Par une telle participation au débat politique et à l'élaboration de normes, les acteurs non gouvernementaux contribuent à réformer les politiques des Etats et des OIG. Ces aménagements, réalisés en partie grâce à la pression exercée par les acteurs transnationaux eux-mêmes, ont joué un rôle déterminant dans la formation de nombreuses OING. Au sein même des Nations unies, un mécanisme institutionnalisé, le « statut consultatif », est conçu pour conférer aux groupes représentant les citoyens une influence dans les décisions politiques au niveau mondial. La charte des Nations unies spécifie que le Conseil économique et social peut prendre toutes dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales qui s'occupent de questions relevant de sa compétence. En 1992 plus de 700 OING et ONG à orientation internationale étaient dotées d'un statut consultatif et leur nombre n'a cessé de croître depuis, pour atteindre 2 300 aujourd'hui [3]. En résumé, Paul Ghils précise que les OING exercent leur influence sur la politique mondiale de trois manières : comme façonneurs d'opinion, comme acteurs internationaux et comme concurrents des Etats [4].

La communauté des ONG en Chine

Depuis les années 1980, un nombre croissant de questions et de défis ont incité les citoyens chinois à s'organiser pour articuler et défendre des intérêts communs. La réforme économique et le désir de modernisation ont abouti à l'émergence d'intérêts concurrents et à l'apparition de groupes d'intérêts (*constituencies*) au sein de la société chinoise. Des activistes toujours plus nombreux ont mis en place des organisations qui, à leur tour, développent de nouveaux réseaux. Toutefois, bien que le secteur des ONG puisse encore se développer, le gouvernement chinois s'inquiète du risque d'« instabilité sociale » et impose des restrictions aux activités de ces organisations. Il interdit notamment la formation de toute organisation autonome qui souhaiterait travailler dans des domaines sensibles comme les droits de l'homme ou le syndicalisme. Les groupes de citoyens autonomes œuvrent donc essentiellement dans les domaines jugés moins menaçants par les autorités comme les services sociaux, le développement économique, la condition des femmes (égalité des sexes et violence domestique), les tra-

2. *Annuaire des organisations internationales 2002-2003*, Munich, K. G. Saur, 2002, vol. 2, p. 1607.
3. http://www.un.org/french/ecosoc/2007/ngoecosoc.htm (ou le site web de l'ECOSOC: http://www.un.org/docs/ecosoc/)
4. Paul Ghils, « International Civil Society: International Non-Governmental Organizations in the International System », *International Social Science Journal*, vol. XLIV, n° 133, 1992, pp. 421–27.

vailleurs migrants, les enfants, les handicapés et la protection des animaux. Pékin sait que les structures administratives existantes ne peuvent gérer à elles seules toutes ces questions, surtout dans le contexte actuel de contraintes budgétaires et de diminution des effectifs administratifs [5]. Certains événements internationaux comme le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade en 1999, l'invasion de l'Irak et surtout les provocations du gouvernement japonais traduisant une absence de remords sur les atrocités commises en temps de guerre, ont également abouti à l'émergence de réseaux et à l'organisation de citoyens chinois en colère. Toutefois, inquiètes de ces scènes de protestations volontaires, les autorités ont réprimé ces activités dès que leur capital politico-diplomatique a été épuisé.

La crainte d'une mobilisation sociale à la base ainsi que certaines nécessités pratiques ont incité le gouvernement chinois à créer un secteur semi-officiel d'ONG, politique poursuivie avec un enthousiasme croissant depuis les années 1990. A divers niveaux, des départements du gouvernement et du Parti communiste ont mis en place des fondations et organisations afin de faire avancer leurs objectifs dans les domaines de la charité, de la recherche, de l'information et des politiques publiques. Ces entités sont connues sont le nom de « GONGO » (ONG organisées par les gouvernements). Une catégorie importante de GONGO est issue des organisations léninistes traditionnelles de masse. Elles sont au nombre de huit et incluent la Ligue panchinoise de la jeunesse, la Fédération panchinoise des femmes et la Fédération panchinoise des syndicats. Le gouvernement tente de redéfinir petit à petit le rôle de ces organisations de masse. Alors que leur fonction originelle était le contrôle de certaines sections de la société, elles ont aujourd'hui essentiellement pour rôle de faciliter et fournir certains services. Cette politique a abouti à la création d'agences satellites (associations et fondations). Le secteur des GONGO a deux objectifs principaux. Le premier est de bénéficier d'expertises et de financements, notamment de source étrangère (y compris des ONG), que le gouvernement peine à obtenir. Certains départements gouvernementaux créent des organisations dans leur domaine de compétence afin de pouvoir conduire des échanges avec les organisations internationales et participer à des programmes d'études à l'étranger à titre non officiel. Par ailleurs, le maintien d'une certaine distance avec les agences gouvernementales permet aux organisations créées par le gouvernement d'explorer de nouveaux domaines d'action comme la dispense de conseils contraceptifs aux couples non mariés ou d'informations sur les programmes de prévention du sida aux prostitué(e)s et toxicomanes [6]. A l'exception de quelques organisations comme la Société chinoise pour l'étude des droits de l'homme, créée pour servir la diplomatie des autorités chinoises en matière de droits de l'homme et étudier les normes internationales, les domaines d'intérêt des GONGO sont similaires à ceux des groupes plus autonomes et se limitent essentiellement aux domaines des services sociaux, du développement économique, de la défense des droits des femmes et de la protection de l'environnement.

La communauté des ONG en Chine est donc globalement composée d'ONG autonomes et de GONGO. Les statistiques du ministère des Affaires civiles [7] estiment que les ONG officiellement déclarées (y compris les GONGO) sont aujourd'hui au nombre de 244 000. En revanche, le nombre total d'ONG de base, autonomes et autogérées, est inconnu. Chan estime toutefois qu'en 2000 environ 26 000 organisations sociales pouvaient être considérées comme des ONG « au sens occidental du terme » [8].

L'ouverture transnationale de la communauté des ONG en Chine

Les liens entre ces deux catégories d'ONG et la SCT se sont considérablement renforcés au cours des dix dernières années, ce qui explique en grande partie le développement récent de la société civile chinoise et certaines évolutions positives. Par exemple, les activités de certains groupes tels que Friends of Nature, Global Village of Beijing, Green Earth Volunteers, Maple Women's Counseling Center, Village Women Know it All, et le Aizhi Action, ont acquis une certaine réputation parmi les réseaux de campagnes transnationales.

Toute ONG intéressée par la SCT et la gouvernance mondiale doit être active sur quatre fronts. Le premier est la participation, en tant qu'observateur, à des forums organisés par les Nations unies, ses agences spécialisées ou divers organes de traités internationaux afin de contribuer aux discussions sur les politiques internationales. Le principal atout d'une

5. Nick Young, « Searching for Civil Society », in N. Young, ed., *250 Chinese NGOs: Civil Society in the Making, China Development Brief*, Pékin, 2002 (édition en ligne: http://www.chinadevelopmentbrief.org.cn/page.asp?sec=1&sub=4&pg=0); *Far Eastern Economic Review* (FEER), 7 May 1998, pp. 10-15.
6. *Idem*
7. http://www.mca.gov.cn/
8. Chan Kin-man, « Development of NGOs under a Post-Totalitarian Regime: The Case of China », communication présentée à la conference internationale « NGOs and the Nation in a Globalizing World: Asia-Pacific Views », organisée par l'Academia Sinica (Taipei) et l'Institute for the Study of Economic Culture (Boston University), Taipei, 21-22 juin 2002.

telle participation est l'obtention d'un statut consultatif auprès des Nations unies. La Fédération panchinoise des femmes, la Société chinoise pour l'études des droits de l'homme et la Fédération chinoise des personnes handicapées (ces deux dernières étant des GONGO de premier plan) jouissent de ce statut. Le deuxième front est la participation à des forums entièrement consacrés à la société civile mais néanmoins organisés par le système des Nations unies. Par exemple, Friends of Nature a participé au forum des Nations unies organisé dans le cadre du Sommet mondial sur le développement durable (Johannesburg, août 2002), et de nombreux groupes féministes chinois ont participé au forum des ONG qui s'est tenu parallèlement à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Pékin, 1995). Le troisième front est l'adhésion aux principales OING (voir statistiques plus bas) et le quatrième est la participation aux différents forums transnationaux organisés par les ONG des différents pays. Par exemple, les ONG chinoises dédiées aux femmes ont participé au Forum est-asiatique sur les femmes, événement organisé tous les deux ans depuis 1994 par les ONG asiatiques menant une action dans ce domaine.

Le modèle ci-dessus, inspiré de mes recherches antérieures sur la SCT [9], est utile pour étudier l'interaction des ONG chinoises avec leurs homologues étrangères puisque cette interaction se produit sur les quatre fronts à la fois. Toutefois, certaines études empiriques montrent que le type d'interaction le plus important pour les groupes chinois est leur coopération avec les OING sur des projets réalisés en Chine même. Il faut ajouter que l'adhésion croissante des groupes chinois à des OING constitue également un indice significatif d'interaction. Avant d'aller plus loin, il est utile de dresser un portrait des relations transnationales qu'entretiennent les ONG chinoises en discernant deux types de relations – ou deux relations parallèles – entre les ONG chinoises et la SCT. Aux yeux des autorités, l'une est illégitime alors que l'autre est tout à fait légitime et même, nous le verrons, souvent encouragée.

Le premier type de relations fait référence aux campagnes menées par la SCT contre l'Etat chinois sur les questions des droits de l'homme, du travail, du Tibet et également sur d'autres sujets politiques sensibles. Il implique généralement des OING comme Amnesty International, Human Rights Watch, Reporters sans frontières, le Parti radical transnational, etc. Ces OING recueillent des informations-clés auprès des groupes interdits ou clandestins tels que les Mères de Tiananmen, un groupe créé par des parents pour contraindre le Parti à reconnaître sa responsabilité dans la mort des étudiants et la disparition de citadins lors du massacre de juin 1989, ou l'Independent Chinese Pen Center, un forum d'écrivains dissidents luttant pour la liberté d'expression. Par ailleurs, les sections chinoises les plus actives dans la coordination de ces campagnes transnationales sont les groupes dissidents en exil, le plus souvent aux Etats-Unis. Les principaux sont : Human Rights in China, groupe spécialisé dans la recherche, la documentation et le lobbying ; la Coalition de la démocratie chinoise outre-mer, organisation « ombrelle » regroupant de nombreux groupes d'activistes radicaux installés en Occident ; et les divers réseaux de campagne soutenus par le mouvement religieux du Falun Gong, exilé à l'étranger depuis son interdiction sur le territoire chinois en 1999. Grâce aux informations fournies par les groupes installés en Chine, OING et principales organisations dissidentes dénoncent les activités du gouvernement chinois lors des sessions annuelles de la Commission des Nations unies sur les droits de l'homme à Genève. Ils tentent également d'influencer l'opinion des gouvernements lors de divers forums et font pression sur le gouvernement et le Congrès américains. Ces réseaux de lobbying parviennent à protéger certains activistes chinois en les faisant connaître à l'étranger, en leur apportant un soutien financier et moral, en leur attribuant des prix et, occasionnellement, en contribuant à la libération de certains prisonniers. L'impact des campagnes transnationales sur le développement politique de la Chine est toutefois discutable.

Dans le type de relation présenté plus haut, les principaux interlocuteurs des ONG (OING et groupes chinois en exil) doivent rester hors de Chine. Toutefois, dans le second type de relation, sur lequel se concentre cet article, les membres de la communauté d'ONG en Chine coopèrent avec les groupes internationaux par des moyens et dans des domaines autorisés et parfois même encouragés par le gouvernement chinois. Cela signifie que les OING intéressées peuvent pratiquer leurs activités en Chine même si elles le souhaitent. Selon les estimations plutôt conservatrices du China Development Brief, plus de 490 OING (WWF, Friends of the Earth, Oxfam et les Lions) et fondations internationales de renom (Fondation Ford, Fondation Asie et Fondation Rockefeller) ont lancé des projets et ouvert des bureaux en Chine [10]. Il est impossible de calculer le nombre

9. Jie Chen, « Burgeoning Transnationalism of Taiwan's Social Movement NGOs », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, n° 29, 2001, pp. 613-644.

10. Il se fonde sur la base de données en ligne de *China Development Brief* (http://www.china-developmentbrief.org.cn/page.asp?sec=4&sub=4&pg=0), une revue basée à Pékin sur les ONG. Cette revue est aussi un groupe international de conseil qui offre des informations et services pour faciliter les échanges entre les ONG étrangères et les groupes chinois.

exact de groupes internationaux travaillant en Chine puisque beaucoup n'ont ni bureau ni personnel permanents dans le pays. Selon Wang Ming (王名), directeur du Centre de recherches sur les ONG de l'Université Tsinghua, la Chine compterait entre 3 000 et 6 000 ONG étrangères, dont 2 000 fondations, 1 000 groupes de mise en œuvre de projets, 2 500 chambres de commerce et 1 000 organisations religieuses. Il avance que la plupart d'entre elles ne sont pas déclarées mais bénéficient du soutien officieux des autorités [11]. Par ailleurs, selon l'*Annuaire des organisations internationales*, la proportion d'organisations chinoises parmi les OING n'a cessé de croître au cours de la période des réformes puisque la Chine comptait 71 OING en 1977, 484 en 1986 et 2 297 en 2002 [12].

Il est toutefois encore plus difficile d'estimer le pourcentage d'ONG chinoises ayant noué des liens transnationaux. Dans le cadre d'une étude récente menée par le Centre de recherches sur les ONG de l'Université de Tsinghua, des questionnaires ont été envoyés à 226 personnes représentant 249 ONG de divers types dans six provinces et municipalités (Yunnan, Liaoning, Hunan, Gansu, Pékin, Shanghai). Dix-sept pour cent ont répondu qu'un nombre important d'ONG chinoises s'était joint à des réseaux internationaux et avait tiré profit de ces alliances tant en termes de financements que d'échanges d'informations et de technologies ou de formation de personnel. Quarante pour cent estimaient qu'un nombre insignifiant d'ONG avaient noué de tels liens transnationaux, et les 40% restants n'ont pas répondu à la question [13]. Si l'on considère que la société civile chinoise demeure peu développée et que les liens transnationaux des ONG étaient quasi inexistants dans les années 1980, ces chiffres traduisent une évolution positive. Le rapport final du Centre de recherches sur les ONG souligne donc une nouvelle tendance et conclut que les ONG en Chine « entretiennent de plus en plus de contacts avec les organisations internationales » [14].

Les OING actives en Chine semblent concentrer leurs programmes dans les régions les plus pauvres du pays, notamment dans le sud-ouest (province du Yunnan), tout en maintenant une représentation à Pékin. Un bureau dans la capitale permet en effet de bâtir et d'entretenir des liens avec le système politique central, ce qui est indispensable si l'on considère les incertitudes liées au cadre réglementaire dans lequel opèrent les acteurs de la société civile. La concentration d'ONG dans les provinces pauvres témoigne de la politique globalement restrictive à l'encontre de la société civile. Les restrictions concernant tant la nature que les domaines d'action des ONG chinoises se reflètent naturellement dans le type de relations transnationales qui existent entre les groupes chinois et leurs homologues internationaux. Ainsi, les projets transnationaux des ONG chinoises ne peuvent concerner des domaines jugés politiquement sensibles et ne peuvent impliquer des OING politiques ou militantes. C'est pourquoi les OING autorisées en Chine sont, pour la plupart, des groupes menant des actions dans les domaines de l'humanitaire, du développement et de l'environnement, et qui, par définition, sont moins intéressés par les provinces les plus riches et concentrent leurs efforts sur les régions les plus pauvres telles que le Yunnan, le Sichuan et le Tibet. Si les OING menant des actions dans les domaines des droits de l'homme et du travail sont libres de s'installer n'importe où en Chine, elles choisissent le plus souvent Shanghai, Canton ou Pékin. Le fait que la participation transnationale soit largement limitée à la strate non politique ou dépolitisée de la SCT se reflète également dans la composition des OING. Une large majorité d'entre elles mène ses actions dans des domaines sociaux ou économiques (santé, sciences et techniques, sports et loisirs, enseignement supérieur, développement économique et protection sociale) [15]. Toutefois, le caractère apparemment apolitique ou dépolitisé de la pénétration de la SCT ne signifie pas pour autant qu'elle n'a pas de conséquences civiques ou politiques.

Les liens transnationaux : les implications démocratiques pour la Chine

Les études sur la SCT et la question de la démocratisation se sont généralement penchées sur les campagnes menées par les coalitions transnationales d'ONG dont l'objectif est de rendre les organisations intergouvernementales plus responsables et plus transparentes (les études de cas existantes portent sur la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et les

11. *Nanfang zhoumo* (Southern Weekend), Canton, édition Internet, 19 mai 2005.
12. YIO 2002-2003, p. 1611; G. Chan, *China and International Organizations: Participation in Non-Governmental Organizations since 1971*, Hong Kong, Oxford University Press, 1989. Par ailleurs, sur un total estimé de 12 260 OING aujourd'hui, la Chine n'est membre que de 2 297, ce qui la place au niveau de pays beaucoup plus petits : la Thaïlande 1 915, les Philippines 2 036, la Corée du Sud 2 241, et Israël 2 966 (YIO 2002-2003, pp. 1607, 1611-12).
13. Centre de recherche sur les ONG (Université Tsinghua, Pekin), *A Nascent Civil Society within a Transforming Environment* (rapport préparé pour CIVICUS et publie en avril 2006; http://www.civicus.org/new/media/CSI_China_Country_Report.pdf, p. 32).
14. *Idem*
15. YIO, années diverses.

divers organes des Nations unies) [16]. Les travaux plus récents ont quelque peu délaissé le thème des décisions politiques internationales pour aborder l'impact de la SCT sur les processus nationaux de démocratisation. Chetan Kumar [17] a par exemple examiné les campagnes transnationales visant à promouvoir la gouvernance démocratique au Mexique et en Haïti, alors que Patrica Chilton [18] et Mary Kaldor [19] ont montré comment des « coalitions de société civile » entre l'Europe de l'est et l'Europe de l'ouest ont contribué aux changements de régime dans certains Etats de l'ancien bloc soviétique. Audie Klotz [20] s'est, quant à elle, penchée sur les campagnes citoyennes transnationales contre l'apartheid en Afrique du Sud. Par ailleurs, certains écrits ont montré comment les réseaux internationaux ont promu les normes internationales des droits de l'homme dans de nombreux pays du « tiers monde ». D'autres ont analysé comment les coalitions transnationales d'ONG ont contribué avec succès à une amélioration des droits de l'homme au Kenya, en Ouganda, en Afrique du Sud, en Tunisie, au Maroc, en Indonésie, aux Philippines, au Chili, au Guatemala et en Europe de l'Est [21].

En revanche, peu d'études se sont intéressées à la Chine pour ce qui concerne le rapport entre la société civile transnationale et la démocratisation. Une publication de Chetan Kumar mentionne, en passant, l'effet des campagnes transnationales de citoyens sur la démocratisation en Chine. En relayant les idées d'autres chercheurs, l'auteur tente d'expliquer pourquoi la Chine est laissée pour compte dans ces discussions. Ayant examiné les effets positifs des campagnes transnationales sur la démocratie au Mexique et en Haïti, il explique :

> Le cas de la Chine illustre combien il peut être difficile de mener des campagnes transnationales pour la démocratie dans d'autres régions du monde. Il existe de nombreux groupes hors de Chine qui luttent pour la démocratie en Chine. La plupart sont installés aux Etats-Unis et sont souvent financés par des fondations privées américaines ; beaucoup comptent parmi eux des exilés chinois de renom. Toutefois leur influence sur la politique américaine vis-à-vis de la Chine est limitée, et leur influence sur la Chine même est encore plus réduite [22].

L'inefficacité, en Chine, des coalitions transnationales d'ONG peut s'expliquer par le fait que leurs campagnes sont menées hors du pays, contrairement aux autres cas examinés où ONG transnationales et locales ont pu coordonner leurs campagnes sans problème de frontière. Cette « spirale locale-transnationale » est un modèle mis en avant dans les théories qui tentent d'expliquer le succès des campagnes transnationales dans les domaines de la démocratie et des droits de l'homme [23].

Il semble que les études existantes ne prennent en considération que les campagnes transnationales impliquant des OING politiques et/ou militantes ainsi que les plus importantes ONG chinoises. Le discours sur « la SCT et la démocratisation » a fait l'impasse sur la Chine puisqu'il n'existe pas dans ce pays de société civile capable de s'engager dans une véritable solidarité transnationale sur des questions politiques, en dépit de l'activisme d'une poignée de groupes, certes connus sur la scène internationale, mais interdits et réprimés sur le territoire chinois. Aussi est-il impossible pour la SCT de mener avec succès en Chine des actions en faveur de la démocratie et des droits de l'homme en collaborant pleinement avec les ONG chinoises.

Néanmoins, nous estimons que le rapport entre la SCT et la démocratisation en Chine est un sujet important qui mérite d'être abordé. Il faut pour cela se placer dans une perspective plus large, de long terme, et dépasser les modèles existants de campagnes transnationales pour la démocratie et les droits de l'homme impliquant des OING connues comme Amnesty International ou Human Rights Watch. Ces dernières, en effet, ont pour stratégie de travailler en proche collaboration avec des sociétés civiles fortement mobilisées sur le plan politique. Bien qu'ils ne se tissent pas dans des domaines politiquement sensibles ou avec des organisations politiques ou militantes, les liens transnationaux des ONG chinoises commencent à exercer, de manière subtile et pro-

16. Michael Edwards et John Gaventa, *Global Citizen Action*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2001; Peter Willetts, ed., « 'The Conscience of the World': The Influence of Non-Governmental Organizations in the UN System », Washington, D.C., Brookings Institution, 1996.
17. Chetan Kumar, « Transnational Networks and Campaigns for Democracy », in Ann Florini, ed., *The Third Force*, 2000, pp. 115-142.
18. Patricia Chilton, « Mechanics of Change: Social Movements, Transnational Coalitions, and the Transformation Processes in Eastern Europe », in Thomas Risse-Kappen (ed.), *Bringing Transnational Relations Back In: Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*, Cambridge, New York et Melbourne, Cambridge University Press, 1995, pp. 189-226.
19. Mary Kaldor, « The Ideas of 1989: The Origins of the Concept of Global Civil Society », in M. Kaldor, *Global Civil Society: An Answer to War*, Cambridge, Polity, 2003, pp. 50-77
20. Audie Klotz, *Norms in International Relations: The Struggle against Apartheid*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1995.
21. Thomas Risse, Stephen C. Ropp, et Kathryn Sikkink,eds., *The Power of Human Rights: International Norms and Domestic Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
22. Chetan Kumar, *op. cit.*, 2000, p. 137
23. Thomas Risse, « The Power of Norms versus the Norms of Power: Transnational Civil Society and Human Rights », in Ann M. Florini, *The Third Force*, 2000, pp. 177-209.

gressive, une influence « pluralisante » et « démocratisante » au niveau de la base. Il en est ainsi alors même que les activistes aussi bien transnationaux que locaux ne considèrent pas leur travail dans cette perspective.

Pour mieux comprendre cette question, il est nécessaire d'observer les implications démocratiques de la « société semi-civile chinoise ». L'impact de la communauté des ONG chinoises sur la démocratisation du pays peut ne sembler guère significatif si l'on applique le modèle analytique dominant, lequel se fonde sur l'existence préalable d'une société civile relativement forte, capable de défier un Etat autoritaire et de faire campagne contre lui [24]. On cite souvent le cas de certains Etats-partis d'Europe de l'est, de la Corée du Sud ou de Taiwan pendant les années 1980. La situation est toutefois différente en Chine, et il convient d'adopter une approche plus réaliste. Bien que toutes les ONG en Chine ne soient pas gérées de manière démocratique et que l'existence même d'un secteur social autonome en pleine expansion donne de bonnes raisons d'espérer pour l'avenir du pays, répétons-le, leurs activités ne touchent pas à des questions politiquement sensibles. Dans le contexte chinois, toujours caractérisé par le corporatisme d'Etat et une valorisation des liens familiaux, toute expérience associative et toute activité collective bénévole en faveur d'une cause donnée – dépassant donc les liens familiaux et amicaux traditionnels – sont politiquement positives. De même, si un mouvement de démocratisation mené du haut vers le bas se produit alors que les citoyens dans leur ensemble n'ont acquis aucune expérience associative ou militante sur des questions sociales et environnementales fondamentales – et ne sont, pour reprendre la fameuse expression de Sun Yat-sen, que des « grains de sable » –, le processus démocratique sera superficiel et chaotique. Nick Young avance à juste titre que l'intérêt des ONG chinoises pour le bénévolat favorise le développement d'une culture plus tolérante et d'une citoyenneté autonome [25]. Dans l'ensemble, ce bénévolat est de nature caritative. Il peut ne pas apparaître comme une manifestation très probante de la « société civile » à ceux qui associent ce terme avant tout aux mouvements de citoyens qui ont fait basculer l'Europe de l'est dans les années 1980. Toutefois, il peut être un indice significatif du capital social, de la conscience et du sentiment de réciprocité civique qui contribuent à souder des sociétés. Cela est plutôt encourageant dans un pays ou le bénévolat et le domaine caritatif étaient jusqu'à récemment la chasse gardée de l'Etat et où la « participation » sociale était synonyme de mobilisations de masse de type léniniste. En effet, si l'on considère qu'un club de bowling a un impact démocratique même aux Etats-Unis [26], on a toute raison d'être encouragé par les activités associatives bénévoles des YMCA/YWCA chinoises et des groupes sociaux et environnementaux autonomes. Les travaux coordonnés par Nick Young [27] ont montré que de nombreuses GONGO sont devenues plus autonomes par rapport au gouvernement et se considèrent comme appartenant à une communauté distincte et non gouvernementale puisqu'elles sont de plus en plus contraintes de se tourner vers des sources de financement et d'expertise non gouvernementales. Par ailleurs, leurs relations avec la base sont plus directes que celles des agences gouvernementales.

Lucian Pye a montré que deux des principaux obstacles à la démocratie en Chine sont ses règles de civilité et l'importance du capital social traditionnel [28]. D'une part, il observe que les règles chinoises de vie commune restent bien peu développées à l'égard de personnes anonymes. Il montre par ailleurs que, bien que les Chinois possèdent des normes très précises concernant les relations entre supérieurs et subordonnés, il existe peu de règles régissant les relations entre égaux. Pye souligne enfin que les Chinois font preuve d'une sensibilité exacerbée face à tout signe d'antagonisme, ce qui constitue un obstacle important à toute légitimation de la compétition politique. Le capital social, qui s'appuie sur les normes de civisme et témoigne du niveau de confiance entre les membres d'une société qui rend l'action collective possible, a une tradition propre en Chine. Pye [29] présente le capital social de type chinois comme incarné dans les *guanxi*, un système institutionnalisé de népotisme entre membres d'une famille, amis ou connaissances partageant le même lieu de naissance ou la même école. Quelle que soit son inefficacité au regard des normes de ce que constitue une « véritable » société civile de style démocratique, la communauté des ONG en Chine a en général des implications démocratiques en ce qu'elle défie à la fois ces règles traditionnelles de civilité et le fonctionnement des liens sociaux (capital social). Alors que les ONG œuvrent pour des causes d'intérêt public et sont dirigées par les éléments les

24. Voir par exemple Gordon White, « Civil Society, Democratization and Development, I. Clearing the Analytical Ground », Democratization, vol. 1, n° 3, automne 1994, pp. 375-390; Gordon White, « Civil Society, Democratization and Development, II. Two Country Cases ». *Democratization*, vol. 2, n° 2, été 1995, pp. 56-84.
25. Nick Young, « Searching for Civil Society », *op. cit.*
26. Robert D. Putnam, « Bowling Alone: America's Declining Social Capital », *Journal of Democracy*, vol. 6, n° 1, 1995, pp. 65-78.
27. Nick Young, « Searching for Civil Society », *op. cit.*
28. Lucian W. Pye, « Civility, Social Capital, and Civil Society: Three Powerful Concepts for Explaining Asia », *Journal of Interdisciplinary History*, XXIX:41999, pp. 763-782.
29. Ibid., p. 771.

plus instruits et les plus visionnaires de la société, elles introduisent l'égalité et la justice dans les relations entre supérieurs et subordonnés, encouragent le respect de la différence dans l'opinion et permettent ainsi l'existence d'une compétition constructive. Ainsi, on peut dire que la concentration des activités des ONG dans des domaines non politiques n'amoindrit pas pour autant leur effet démocratique.

Si l'on considère les implications démocratiques de la communauté des ONG en Chine, il faut aussi examiner le cas des relations entre les ONG chinoises et la SCT, même si la coopération se concentre alors surtout dans des domaines fonctionnels. Les implications démocratiques peuvent alors s'envisager sous deux angles. D'une part, la coopération transnationale contribue à la croissance du secteur des ONG. D'autre part, les groupes chinois puisent dans ces sources des idées et des pratiques qui ont un impact démocratisant.

La communauté des ONG chinoises, aujourd'hui en pleine expansion, possède une dimension transnationale indéniable. Comme nous l'avons souligné, les GONGO ont été créées en partie pour recevoir des aides internationales. De plus, une enquête montre que l'activisme des ONG étrangères lors du forum des ONG à la Quatrième conférence internationale sur les femmes fut un catalyseur important du dynamisme des ONG à la base, et de nombreuses grandes ONG bénéficient du soutien financier d'organisations internationales telles que la Fondation Ford [30]. Dans son analyse détaillée [31], Jude Howell avance que l'organisation de cette manifestation en Chine a eu non seulement pour effet de redéfinir la relation de la Fédération panchinoise pour les femmes (FPCF) avec les femmes et l'Etat, mais elle a aussi contribué à la prolifération rapide de nouvelles organisations de femmes, plus autonomes, à travers le pays. La Conférence a permis de sensibiliser les participants de ces organisations à un ensemble de questions soulevées par des femmes venues du monde entier et à des sujets controversés comme l'avortement. En échangeant leur vues avec des féministes d'autres pays, les activistes chinois ont non seulement pris conscience des diverses fonctions des ONG (agences de service, défenseurs du changement), mais aussi des nombreuses manières de mobiliser, communiquer, organiser et obtenir des financements. Julia Greenwood Bentley, quant à elle, observe que certains groupes renommés comme le Maple Women's Counseling Center ou le Village Women Kknow it All se sont formés en préparation de la Conférence de 1995 et bénéficient depuis de financements internationaux [32].

De nombreuses ONG chinoises ont déjà tiré les bénéfices de leur partenariat avec des organisations internationales (fondations, OING, agences de l'ONU et gouvernements) pour renforcer leurs capacités d'action, leurs planifications et leur mode de gestion [33]. Une aide significative a été accordée aux ONG qui mènent des projets en Chine avec des partenaires locaux, notamment dans des domaines comme la condition des femmes, la protection de l'environnement, la réduction de la pauvreté, la santé publique et l'éducation [34]. Fort d'une grande expérience des ONG chinoises, Tan Leshan (譚樂山), le directeur de ORBIS International en Chine, un groupe basé à New York et œuvrant pour éradiquer la cécité évitable dans les pays en développement, explique que les OING travaillant en Chine exercent une influence considérable sur les ONG locales [35]. Selon lui, certaines OING ont aidé des groupes locaux en établissant des partenariats sur des projets spécifiques, en leur offrant des financements ou en partageant leur expertise dans divers domaines (gestion, évaluation des projets, audit financier, demande de subventions), leur permettant ainsi de renforcer leurs capacités d'action. Très souvent, les OING représentent un véritable modèle pour ces groupes locaux.

Le montant cumulé des investissements sociaux en Chine réalisés par les groupes issus de la SCT est estimé à environ 200 millions de dollars US par an, ce qui est relativement peu comparé aux quelque 50 milliards de dollars d'investissements commerciaux étrangers [36]. Toutefois, les groupes chinois ont beaucoup à apprendre des groupes internationaux, notamment en ce qui concerne les concepts nouveaux issus des nombreux forums sur la gouvernance globale (normes internationales et discours sur le développement durable, les espèces en voie de disparition et les violences sexuelles), concepts qui figurent dans les divers traités internationaux et conventions des Nations unies. ORBIS International est chargée d'informer les ONG et les autori-

© AFP

30. Deng Guosheng, « 1995 nian yilai dalu NGO de bianhua yu fazhan qushi » (Changements et développements dans les ONG en Chine depuis 1995), communication présentée à la conférence « Cross-Strait Symposium on NGOs – Transformation and Development of NGOs », organisée par la Himalaya Foundation, Taipei, 31 juillet 2002, pp. 29-31.
31. Jude Howell, « Post-Beijing Reflections: Creating Ripples but Not Waves in China », *Women's Studies International Forum*, vol. 20, n° 2, 1997, pp. 244-246; Jude Howell, « Women's Organizations and Civil Society in China: Making a Difference », *International Feminist Journal of Politics*, vol. 5, n° 2, 2003, pp. 191-215.
32. Julia Greenwood Bentley, « The Role of International Support for Civil Society Organizations in China », *Harvard Asia Quarterly*, hiver 2003, p. 16.
33. Deng Guosheng, 2002, *op. cit.*, p. 37.
34. Nick Young, « Searching for Civil Society », op. cit.
35. Entretien avec Tan Leshan, directeur ORBIS-Chine, Shanghai, 22 septembre 2005. Tan a auparavant travaillé sur des projets pour Save the Children en Chine.
36. Nick Young, « NGOs: The Diverse Origins, Changing Nature and Growing Internationalisation of the Species », in N. Young, ed., 200 International NGOs in China : a special report from China Development Brief, Beijing, 2005, p. 223.



L'hôpital volant de ORBIS International

tés de santé chinoises sur l'initiative Vision 2020. La Déclaration internationale de soutien à « Droit à la vue », initiative lancée en 1999 par l'OMS et ORBIS, a pour objectif l'élimination de la cécité évitable d'ici à 2020 [37]. De même, l'organisation new-yorkaise Wildlife Conservation Society s'efforce de sensibiliser les organisations chinoises de protection de l'environnement, les zoos et les enfants aux causes défendues par la Convention internationale sur le commerce des espèces de flore et de faune sauvage menacées d'extinction (CITES) [38]. Ces normes internationales sont importantes car elles peuvent être utiles aux groupes chinois pour faire pression auprès des autorités et pour sensibiliser le public. Les OING ont une plus grande expérience de terrain et jouissent d'un meilleur accès aux processus d'élaboration des lois dans les agences spécialisées des Nations unies et les organes de traités. Dans la mesure où les citoyens chinois ne savent pas trop quelles conventions et quels traités internationaux ont été signés et ratifiés par leur gouvernement, la SCT devient un relais de transmission des normes internationales en vigueur.

Il est aussi important de souligner que les nombreux prix remis aux activistes chinois par les diverses ONG et fondations internationales – par exemple la remise du Prix Goldman pour l'environnement (le plus grand prix au monde récompensant les défenseurs de l'environnement) à Yu Xiaogang (于曉剛) de Watershed (Yunnan) en 2006 et, en 2001, la remise de l'International Banksia Award for Environment Protection à Liao Xiaoyi (廖曉義) du Village global de Pékin – devraient aussi favoriser l'essor de ces organisations. En effet, une étude récente identifie les réseaux internationaux comme facteurs majeurs du développement de la société civile chinoise [39].

Les liens transnationaux contribuent aussi à la croissance de certaines anciennes ONG chinoises importantes qui entretenaient des rapports spéciaux avec des groupes occidentaux avant l'arrivée au pouvoir des communistes en 1949 et ont vu leurs activités suspendues pendant la période maoïste. Un exemple est la YMCA de Shanghai qui compte plus de 4 000 membres payants (la plus grande YMCA de Chine) et se présente comme un modèle pour toutes les YMCA des pays en voie de développement. Lors de sa réouverture en 1984, la YMCA de Shanghai n'était guère plus qu'une coquille vide en quête de sa gloire d'antan. Grâce à des

37. Entretien avec Tan Leshan, op. cit.
38. Entretien avec Li Bing, responsable de projet à WCS, Shanghai, 29 septembre 2005.
39. Centre de recherche sur les ONG, *op.cit.*, p. 68.

échanges avec d'autres YMCA étrangères (d'abord au Japon et à Hong Kong, puis aux Etats-Unis, au Canada et en Corée du Sud), elle commença peu à peu à se développer et à prospérer. Les YMCA à l'étranger, surtout au Japon et aux Etats-Unis, ont offert des formations dans les domaines de la gestion et du déploiement de capacités d'action, ont formé des volontaires et accordé des financements. Depuis le milieu des années 1990, ce soutien de source étrangère de même que la priorité accordée à l'« autogestion des citoyens » a contribué à renforcer l'indépendance de la YMCA de Shanghai [40].

En dehors de leur expertise dans un domaine donné, et en dépit de la nature apparemment non politique de leur coopération, les OING transmettent à leurs partenaires certaines valeurs et codes de conduite. On citera par exemple la citoyenneté autonome, l'activisme à la base, la participation publique, l'action directe, le lobbying, les processus de décision collective et, surtout, une certaine notion du « troisième secteur » (que l'on oppose aux secteurs de l'entreprise ou de l'Etat). Il est indéniable que des OING comme Oxfam, Save the Children, ORBIS, WWF et Animals Asia Foundation ne cherchent pas à être politiques dans leurs programmes en Chine, et leurs représentants comme leur partenaires chinois ne pensent pas leurs actions par rapport à l'influence qu'elles peuvent avoir sur la démocratisation en Chine. Pourtant, dans le contexte chinois actuel, ces organisations peuvent avoir un effet « démocratisant » sur leur partenaires chinois et sur la société en général parce que tout signe d'un épanouissement de la société civile est positif et toute contribution visant à favoriser cet épanouissement et à rendre les groupes chinois plus ouverts et plus responsable doivent être pris au sérieux. Un exemple est celui du Lions Club International qui a ouvert des filiales à Canton et Shenzhen en 2002. Malgré son caractère ouvertement non politique (peu de gens en Occident associeraient le Lions Club à la démocratie), la présence de Lions en Chine a contribué à modifier les attitudes officielles et populaires vis-à-vis des ONG. La structure démocratique du Lions est un des facteurs de ce changement : les membres de Shenzhen et Canton ont été inspirés par l'élection annuelle du président mais aussi par les mécanismes de participation, l'égalité entre les dirigeants et les membres, le dévouement de ces derniers et la transparence de leurs activités [41].

Le modèle Lions peut nous inciter à conclure que les nombreux groupes chinois qui sont membres d'OING doivent avoir tiré de réelles leçons de démocratie en participant à des délibérations et à des scrutins. On peut aussi déceler certaines implications sociopolitiques dans les activités du groupe hongkongais Animals Asia Foundation qui fait campagne dans le monde entier contre l'exploitation cruelle des ours en Chine et a ouvert un sanctuaire d'ours dans la province du Sichuan. Ses programmes d'éducation et de sensibilisation sur la protection des animaux, ainsi que le succès de ses négociations avec les autorités locales pour faire relâcher les ours en cage ont stimulé un intérêt public pour le bénévolat, suscité la création de nouvelles ONG de conservation au niveau local et encouragé les activistes locaux à comprendre les bénéficies d'une action ciblée [42]. De même, Jude Howell montre que la Quatrième conférence sur les femmes a certes permis aux groupes chinois de tirer des enseignements de certaines stratégies sur des questions spécifiques, mais elle leur a surtout donné l'occasion de mieux comprendre ce qu'est une ONG et ce qui la différencie d'une agence gouvernementale [43]. Elle souligne à juste titre que les idées reçues sont particulièrement ancrées dans ce pays où la société civile est peu développée. Parfois, les vecteurs d'influence peuvent être très simples et directs, comme l'illustre le cas de Hands on Shanghai, une organisation fondée en 2004 comme filiale du réseau international Hand on, dont le siège est à Atlanta. Hands on Shanghai a mobilisé environ 700 bénévoles (plus de la moitie étant des Shanghaiens) qui, cinq fois par semaine, vont apporter leur aide à des orphelinats, des centres de réhabilitation, des sanctuaires animaliers ou des organisations environnementales. Le directeur, Richard Brubaker, considère qu'il s'agit d'un moyen efficace de rappeler à la société les vertus du bénévolat et de l'entraide pour mettre en œuvre les changements que les gens souhaitent voir se réaliser dans leur propre communauté [44].

Plusieurs études de cas ont montré que l'indépendance croissante des GONGO est le résultat direct d'un meilleur accès à la communauté internationale [45]. Les interactions au sein des OING ont aussi incité certaines organisations de masse (comme la Fédération panchinoise des femmes) à

40. Entretien avec Wu Jianrong, secrétaire général du YMCA de Shanghai, 26 septembre 2005.
41. *FEER*, 22 août 2002, pp. 24-27
42. Entretien avec Jill Robinson, président et fondateur de Animals Asia Foundation, Perth (Australie), 21 avril 2005.
43. Jude Howell, « Post-Beijing Reflections », op. cit.
44. Entretien avec Richard Brubaker, directeur de Hands on Shanghai, 1er octobre 2005.
45. Wang Ming, Liu Guohan et He Jianyu, *Zhongguo shetuan gaige: cong zhengfu xuanze dao shehui xuanze* (La réforme des organisations sociales en Chine : d'une préférence gouvernementale à une préférence sociale), Pékin, Social Science Works Publishing Agency, 2001, p. 172; Wu Fengshi, « New Partners or Old Brothers? GONGOs in Transnational Environmental Advocacy in China », *China Environment Series*, n° 5, 2002, pp. 45-58.



Remise par Lions Club International d'un chèque pour lutter contre les maladies des yeux

devenir plus autonomes [46]. Les rapports qu'elles entretiennent avec la SCT les obligent à se comporter comme des ONG dans la mesure où elles sont tenues de rendre des comptes aux donateurs internationaux. Par exemple, Victoria Moy, directrice exécutive du bureau chinois de l'organisation new-yorkaise The Smile Train, qui œuvre pour mener à bien des opérations gratuites en vue de rectifier les becs de lièvre congénitaux chez les enfants des pays en voie de développement, a souligné que son organisation est parvenue à persuader son partenaire officiel, la Fédération caritative de Chine, une importante GONGO, d'adopter la pratique de l'audit international pour obtenir des donations et rendre ses activités plus transparentes [47].

Les OING se sont aussi efforcées de convaincre le gouvernement des atouts que peut représenter la société civile, profitant du fait qu'elles sont pour la plupart des organisations bienfaitrices dans les secteurs de l'humanitaire et de l'environnement. Je suis parvenu à cette conclusion après mes entretiens à Shanghai avec les directeurs régionaux et responsables de projets de Hands On, ORBIS, The Smile Train, Wildlife Conservation Society, Project Hope, et DKT International, en septembre et octobre 2005. Cet aspect a de surcroît été particulièrement souligné par C. M. Leung (梁智明), directeur des opérations administratives (Chine) de Project Hope, organisation dont le siège est à Millwood, Virginie, et qui s'est lourdement investi dans la formation de professionnels de la santé et dans le don de médicaments et de fournitures hospitalières aux hôpitaux chinois [48]. Ces organisations entretiennent le plus souvent de bonnes relations de travail avec les autorités à divers niveaux ; certaines d'entre elles comme ORBIS ont même signé des accords officiels et mené des projets conjoints avec des agences gouvernementales, contribuant ainsi aux priorités sociales et environnementales que s'est fixé le gouvernement. Le gouvernement chinois n'a aucune raison de ne pas collaborer avec une entité comme DKT International, une organisation caritative basée à Washington dont la mission est de s'assurer que les produits contraceptifs modernes soient accessibles aux groupes à bas revenus. En effet, l'action de DKT s'inscrit toute a fait dans la politique de planning familial et de prévention du Sida du gouvernement. La politique de « marketing social » menée par DKT à Shanghai signifie que des préservatifs bon marché mais de bonne qualité sont offerts à des populations à haut

46. Deng Guosheng,2002, *op. cit.*, p. 33.
47. Entretien avec Victoria Z. Moy, directeur général de The Smile Train (Chine), Shanghai, 23 septembre 2005.
48. Entretien avec C. M. Leung, directeur des opérations administratives de Project Hope (Chine), Shanghai, 23 septembre 2005.

risque comme les travailleurs migrants employés dans des bars karaoké [49]. Le dévouement et l'efficacité des OING ont impressionné les responsables locaux et nationaux à divers niveaux, ce qui les rend plus conciliants à l'égard de la société civile. Preuve en est que, malgré les grincements de dents provoqués par la rhétorique du Président Bush sur la promotion de la démocratie à travers le monde lors de son discours sur l'état de l'Union en 2005, les autorités chinoises ne sont pas intervenues pour interdire un atelier de formation organisé à Kunming en novembre 2005. Cet atelier réunissait des groupes chinois et internationaux tels que le Sierra Club américain et avait pour objectif d'expliquer aux représentants étudiants venus de toute la Chine – 40 organisations étudiantes étaient représentées – comment devenir des activistes, créer une ONG, mener des campagnes efficaces et organiser des protestations [50].

Ainsi, bien que des organisations occidentales traditionnelles comme les YMCA/YWCA, le Lions Club ou d'autres groupes humanitaires et caritatifs ne soient pas généralement perçus comme ayant une influence démocratique dans leur contexte occidental d'origine, leurs activités transnationales mettent en lumière l'environnement sociopolitique et culturel unique des sociétés d'accueil non occidentales. Dans différents contextes, les activités apparemment anodines de ces groupes dans les domaines social ou humanitaire peuvent avoir un impact indirectement « libéralisant ». En effet, les normes sociopolitiques traditionnelles de la société d'accueil sont tellement répressives que la plupart des activités d'ONG de type occidental peuvent avoir une telle influence en disséminant des idées progressistes et en suscitant des attitudes prodémocratiques. Karen Garner aborde par exemple en détail le rôle significatif de la YWCA International et de ses filiales japonaises dans l'amélioration du statut social et politique des femmes japonaises pendant la première moitié du XX^{e} siècle [51]. De même, lorsque les premiers mouvements sociaux transnationaux ont commencé à se développer en Chine à la fin du XIX^{e} siècle, un petit nombre d'européennes est parvenu à entraîner de nombreuses ONG chinoises dans un mouvement contre la pratique des pieds bandés (mouvement toléré par le gouvernement de la dynastie des Qing). Ces campagnes transnationales, qui réunissaient à la fois des activistes occidentales et chinoises, allaient apporter une contribution considérable à l'émancipation politique des femmes en Chine [52].

Naturellement, les activités menées conjointement par des OING et des groupes locaux restent limitées, même dans le cadre des domaines autorisés par le gouvernement. Le rapport de force entre la société civile chinoise et les autorités est tel que des campagnes de premier plan allant à l'encontre des priorités de développement fixées par le gouvernement sont souvent vouées à l'échec. Ainsi, Khagram fait référence à l'échec des campagnes menées en Chine par International Rivers Network et Friends of the Earth pour tenter d'arrêter les projets de construction de grands barrages en Chine, notamment le projet titanesque des Trois Gorges [53]. Le discours de George Bush sur l'exportation de la démocratie a également alerté Pékin sur les rapports que peuvent entretenir certaines OING avec leurs partenaires chinois. Toutefois, dans la mesure où la Chine devient de plus en plus intégrée à la scène politique internationale et que le gouvernement chinois dépend toujours plus des ONG pour apaiser les tensions sociales et environnementales immédiates, la société civile ne peut que continuer à se développer, même si ce développement se fait à une cadence de « deux pas en avant, un pas en arrière ».

Les échanges transnationaux peuvent également permettre d'enrayer quelque peu la montée des sentiments nationalistes qui visent le plus souvent le Japon et les Etats-Unis. La fièvre nationaliste est un obstacle à la démocratisation, surtout si elle est manipulée par l'Etat, comme le prouve l'histoire de la Chine avant 1949. C'est pourquoi les échanges dans des domaines comme l'environnement, l'égalité des sexes, les handicapés, les orphelins et le Sida peuvent permettre aux sociétés d'identifier des préoccupations et des valeurs communes et tirer mutuellement des enseignements de leurs expériences, cultivant ainsi le sentiment d'appartenir au « village global ». Les Chinois intéressés par le rôle des ONG dans le traitement des eaux polluées aux Etats-Unis ou dans le traitement des déchets au Japon sont forcément moins sus-

49. Entretien avec Fang Kongxin, responsable marketing de DKT International (Shanghai), 22 septembre 2005.
50. Courriels de R. Harwood, participant australien au 4ème forum des ONG qui s'est tenu à Kunming du 7 au11 novembre 2005.
51. Karen Garner, « Global Feminism and Postwar Reconstruction: The World YWCA Visitation to Occupied Japan, 1947 », *Journal of World History*, vol. 15, n° 2, 2004, pp. 191-227.
52. Margaret E. Keck and Kathryn Sikkink, « Historical Precursors to Modern Transnational Advocacy Networks », in M. E. Keck, et K. Sikkink, *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks In International Politics*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1998, pp. 60-66.
53. Sanjeev Khagram, « Toward Democratic Governance for Sustainable Development: Transnational Civil Society Organizing Around Big Dams », in Ann M. Florini, ed., *The Third Force: The Rise of Transnational Civil Society*, Tokyo et Washington D.C., Japan Center for International Exchange et Carnegie Endowment for International Peace, 2000, p. 106.

ceptibles de s'abandonner à des sentiments nationalistes haineux.

Conclusion

Nous avons montré que les ONG chinoises ont développé leurs rapports avec la SCT et les OING. Les projets de coopération actuels se focalisent sur des questions relatives à la protection de l'environnement, l'égalité des sexes, la santé publique, la pauvreté et l'éducation, domaines où le gouvernement chinois cherche désespérément de l'aide pour résoudre divers problèmes sociaux, environnementaux et ruraux. Les ONG chinoises ont bénéficié de la coopération transnationale en ce qui concerne le renforcement de leurs capacités d'action, la planification de leurs programmes, leur mode de gestion et les comptes qu'elles se doivent de rendre. Mais surtout, en dépit de leur nature apparemment non politique, les liens transnationaux des ONG chinoises alimentent un « troisième secteur » plus sain et autonome, qui favorise le pluralisme sociopolitique. La « mondialisation par le bas » permet aux ONG chinoises de grignoter de manière progressive et pacifique la culture politique traditionnellement autoritaire et basée sur l'Etat et la famille. Elle pose ainsi les fondations d'une société plus cohérente, plus civile et plus dynamique, et donc mieux préparée à la démocratisation. On peut donc espérer que les Mères de Tiananmen jouiront un jour de la même légitimité et de la même solidarité transnationale que les Mères de la Plaza de Mayo dans l'Argentine démocratisante des années 1990, et que le modèle dit de spirale locale-transnationale s'appliquera bientôt en Chine grâce au progrès de la réforme politique et à la maturation de la société civile. •

• Traduit par Raphaël Jacquet